



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Exchange of views with the Committee of Ministers

Speech by Marko Bošnjak

23 October 2024

Monsieur le Président du Comité des Ministres,
Monsieur le Secrétaire général du Conseil de l'Europe,
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs,

I. Introduction

C'est pour moi un grand honneur de m'adresser à vous aujourd'hui, en ma qualité de Président de la Cour. J'ai le plaisir d'être accompagné par la Greffière et le Greffier adjoint de la Cour ainsi que par des membres de mon Cabinet. C'est également la première fois qu'un Président de la Cour s'adresse au Comité des Ministres en la présence de notre nouveau Secrétaire général. Je vous adresse, Monsieur le Secrétaire général, tous mes vœux de réussite dans le rôle crucial que vous jouez pour notre organisation.

Permettez-moi tout d'abord de remercier la présidence lituanienne du Comité des Ministres pour son remarquable travail à l'approche de la fin de son mandat. La Cour a eu la chance d'accueillir à deux reprises le Ministre, Monsieur Landsbergis, et je le remercie pour ce soutien apporté à notre mission.

Votre présidence a été marquée par la tenue d'importants séminaires à Vilnius et ailleurs au cours desquels des juges de la Cour sont intervenus. La vice-présidente, la juge Kucsko-Stadlmayer, a ainsi participé à la Conférence de haut niveau sur la Charte sociale européenne et le juge Sagatys s'est exprimé lors d'une conférence internationale intitulée « Naviguer entre vie privée et liberté des médias : Une perspective judiciaire ».

En outre, cette semaine, une délégation de quatre juges de la Cour participera à des événements organisés par la Cour suprême lituanienne et à une conférence internationale consacrée au 30^{ème} anniversaire de l'adhésion de la Lituanie au Conseil de l'Europe et à la présidence lituanienne sur le thème du dialogue constitutionnel.

Votre présidence a également soutenu d'autres événements importants pour le bon fonctionnement du système de la Convention, par exemple la première réunion du Réseau de coopération des coordinateurs nationaux pour l'exécution des arrêts de la Cour dans le cadre du projet de coopération « Soutien aux moyens efficaces à mettre en œuvre au niveau interne pour l'exécution rapide des arrêts de la CEDH » financé par le fonds fiduciaire pour les droits de l'homme, qui a eu lieu à Helsinki en juin.

Je suis heureux de constater que ce très riche programme organisé par les autorités lituaniennes permet d'assurer la mise en œuvre des priorités de la Déclaration de Reykjavik.

II. Situation en matière de statistiques et de traitement des requêtes

Conformément aux habitudes, je vais à présent vous exposer un bref aperçu statistique de la situation actuelle de la Cour.¹

Le nombre de requêtes pendantes devant nous s'élève à 62 700.

Depuis le début de l'année, la Cour a statué sur plus de 26 900 requêtes. Des arrêts ont été rendus concernant 8 376 requêtes, dont un pourcentage élevé a été traité par des comités de trois juges.

Ces derniers mois, les chambres ont continué à se focaliser sur les affaires dites « à impact »² et sur les autres affaires prioritaires ou très médiatisées dans divers domaines. Je vous en donnerai quelques exemples concrets un peu plus tard dans mon intervention.

Une évolution notable est la réduction du délai de traitement des affaires dites « à impact ». Les résultats montrent qu'en 2024, nous avons réussi à le réduire à 49 mois en moyenne, contre 62 mois en 2023.

Les juges uniques, dont l'identité est désormais rendue publique depuis le mois de février dernier, continuent de filtrer efficacement les requêtes irrecevables. Ils ont traité plus de 16 050 requêtes depuis le début de l'année.

Cinq États sont toujours à l'origine d'environ les trois quarts de toutes les requêtes pendantes : la Turquie, l'Ukraine, la Russie, la Roumanie et la Grèce.³

Vous avez reçu les chiffres mis à jour pour tous nos États membres dans les données statistiques déjà fournies.

Un mot à présent sur les demandes de mesures provisoires fondées sur l'article 39 du règlement de la Cour. Entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} octobre 2024, la Cour a traité au total 1 255 demandes de ce type. Elle a accepté des mesures provisoires dans le cadre de 337 demandes et en a refusé 254 autres. 664 demandes n'ont pas fait l'objet d'une décision judiciaire soit parce qu'elles étaient incomplètes ou prématurées, soit parce qu'elles ne relevaient pas du champ d'application de l'article 39.

Comme vous le savez, la nouvelle version codifiée de l'article 39 dispose expressément que les mesures provisoires sont applicables lorsqu'il existe un « risque imminent d'atteinte irréparable à un droit protégé par la Convention qui, en raison de sa nature, ne serait pas susceptible de réparation, de restauration ou d'être indemnisée de manière adéquate ». Le nouveau texte précise également

¹ Chiffres valables au 1^{er} octobre 2024.

² Depuis janvier 2024, 40 requêtes d'impact ont été finalisées par un arrêt, 17 ont été déclarées irrecevables et 35 ont été communiquées à vos gouvernements. À l'heure actuelle, 201 requêtes d'impact sont pendantes, dont 184 ont déjà été communiquées.

³ Par ordre décroissant : Türkiye (23 600), Ukraine (7 850), Fédération de Russie (7 350), Roumanie (3 900) et Grèce (2 600).

quels organes décisionnels peuvent être associés au traitement des demandes de mesures provisoires.

Environ 40 % des décisions judiciaires rendues en vertu de l'article 39 du règlement soulevaient des questions relatives aux conditions d'accueil des demandeurs d'asile, la grande majorité des demandes étant dirigées contre la Belgique. En effet, la Cour a indiqué des mesures dans plus de 230 requêtes déposées contre cet État au cours des neuf premiers mois de l'année 2024.

30% des décisions judiciaires rendues sur la base de l'article 39 du règlement concernaient des menaces d'expulsion de personnes du territoire de Parties contractantes. La Cour a décidé d'indiquer des mesures provisoires dans la cadre de 40 demandes de ce type et elle en a rejeté 155. Elle a indiqué des mesures provisoires à la France dans 26 requêtes concernant des expulsions vers Haïti.

Un autre groupe de demandes mérite d'être mentionné : les requêtes déposées contre la Grèce concernant des allégations de refoulements sommaires à la frontière terrestre entre la Grèce et la Türkiye. La Cour a indiqué au total 53 mesures provisoires dans des affaires de ce type.

III. Accountability of Russia

Let me now address one of the organisation's priority concerns, namely holding the Russian Federation accountable for its human rights violations.

The cases that we are processing make a vital contribution to fully understanding and analysing the actions of the Russian Federation, and their legal consequences.

When Russia ceased to be a high Contracting Party to the Convention on 16 September 2022, the number of pending applications against it stood at 17,450. Today that figure is 7,350, out of which more than half are related to its armed conflict applications. There are also five inter-State cases which I will refer to shortly.

The processing of Russian cases follows one of two "tracks". First, "message" cases with marked importance for Russia's international law responsibility under the Convention, for example cases related to civil society activists and democratic governance have been selected for processing by Chambers of seven judges. Some very important judgments have been delivered since 2022.⁴ Just yesterday, in *Kobaliya and Others v. Russia* the Court delivered a judgment on the evolving legislative framework requiring many NGOs, media organisation and individuals to register as "foreign agents" and the significant repercussions on their activities and private life.

At the same time, applications against Russia that fall under well-established case-law are processed in a simpler manner using case-processing tools which the Court has developed to deal with repetitive cases, mostly by groups. Many cases against Russia concern poor conditions in prisons, inhuman or degrading treatment or torture, violations of the right to the freedom of assembly or freedom of

⁴ For example, [Ecodefence and Others v. Russia](#) on the application of the Foreign Agents Act to NGOs and [Andrey Rylkov Foundation and Others v. Russia](#) about designation of NGOs as "undesirable organisations"; [S.P. and Others v. Russia](#) on inhuman treatment of "outcast" prisoners; [Navalnyy v. Russia \(no. 3\)](#) on failure to effectively investigate Aleksey Navalnyy's poisoning with a chemical nerve agent; [Nemtsova v. Russia](#) on insufficient investigation into Boris Nemtsov's murder; [Lapunov v. Russia](#), where the applicant was tortured by State agents in Chechnya because of his sexual orientation; [Glukhin v. Russia](#) on the use of facial recognition technology in order to identify and arrest a peaceful protester; [Zarema Musayeva and Others v. Russia](#) on the severe persecution of the family of opposition activists from Chechnya.

expression. It is expected that the bulk of this work on the remaining cases against Russia will be finished up by the Court by the beginning of 2025.

In order to respect the adversarial nature of the proceedings before it, the Court has at all relevant times used and continues to use the electronic secured Government website as the means of communication with the authorities of the Russian Federation. The site remains secure and accessible to the authorities of the Russian Federation.

However, it should be underlined that since the cessation of the Russian Federation's membership of the Council of Europe, the Russian Government has failed to respond to requests made by the Court, including for submission of their observations and also for submission of information and documents which are in their hands without a satisfactory explanation; they have also failed to participate in a number of hearings. Indeed, the last official communication the Court received from Russia was on 28 March 2022, in which it set out its intention not to execute Court judgments as from 16 March 2022.

What about the inter-State cases? Five are currently pending against Russia.⁵ In two of these cases, judgments on the merits have been delivered and the pending issue is in respect of just satisfaction only.⁶ A judgment on the merits was delivered in *Ukraine v. Russia (re Crimea)* on 25 June this year.⁷ The Court found a pattern ("administrative practice") of violations of the Convention by the Russian Federation in Crimea from February 2014. This judgment represents an important milestone in ensuring Russian accountability for its actions in Ukraine and demonstrates the Court's determination to deal with such cases effectively.

Moreover, and as you are well aware, an important hearing was held on 12 June in the case of *Ukraine and the Netherlands v. Russia*. The Russian government failed to participate in this hearing. This case concerns the conflict in eastern Ukraine since 2014, the downing of Flight MH17, the allegations of abductions of three groups of Ukrainian children from Ukraine to Russia, and Russia's military operations on the territory of Ukraine since 24 February 2022.⁸

A total of 26 States intervened as third parties. Organising the hearing was quite a logistical challenge for the Court and I am pleased to report that our Registry teams managed the number of visitors in an extremely professional way.

Furthermore, there are approximately 3,700 individual applications pertaining to armed conflict in which Russia is the sole or one of the respondent States. These cases stem from the conflicts in Crimea and eastern Ukraine since 2014, as well as from the Russian military operations in Ukraine that started on 24 February 2022.⁹ The subject matters of the vast majority of these individual applications overlap with the subject matters of the above-mentioned two inter-State cases pending before the Grand Chamber.

Examination of these cases is a priority for the Court and substantial resources have been allocated to ensure their examination at the Registry level. For example, a team of seven lawyers are entrusted

⁵ *Ukraine v. Russia (re Crimea)*, nos. 20958/14 and 38334/18; *Ukraine and the Netherlands v. Russia*, nos. 8019/16, 43800/14, 28525/20 and 11055/22; *Ukraine v. Russia (VIII)*, no. 55855/18; *Ukraine v. Russia (IX)*, no. 10691/21, and *Georgia v. Russia (IV)* no. 39611/18 awaiting just satisfaction. There are 14 inter-State cases, for a total of 18 applications, currently pending.

⁶ *Georgia v. Russia (IV)* no. 39611/18; *Ukraine v. Russia (re Crimea)*, nos. 20958/14 and 38334/18 (Grand Chamber);

⁷ <https://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-235139>

⁸ The Court's residual jurisdiction in respect of Russia extends until 16 September 2022.

⁹ The Court's residual jurisdiction in respect of Russia extends to 16 September 2022.

with the task of dealing with the inter-State cases and a further team of 12 lawyers within the Conflicts Unit are entrusted with dealing with the individual applications. With a view to handling the examination of these cases in the most effective way, the Court's working methods have been optimised; novel methods have been devised; and procedures have been put in place to obtain the maximum benefit from the Court's various judicial formations and departments in a transversal fashion.

IV. Case-law update since April

Let me now turn to some more specific developments of our case-law.

In the last six months we have handed down three Grand Chamber judgments against the United Kingdom, San Marino and Spain. I will not go into the details of each, as they are rather technical in legal terms, however the written version of my intervention will provide further information.

While some of the Grand Chamber cases recently adopted may seem rather technical in legal terms, they are extremely important for the operation of the relevant national procedures:

- In *Nealon and Hallam v. the United Kingdom*,¹⁰ the Grand Chamber clarified issues relating to the nature and scope of protection guaranteed by the presumption of innocence clause under Article 6 § 2 of the Convention for those acquitted in criminal proceedings and those against whom the criminal proceedings have been discontinued;

- More recently, in *Fabbri and Others v. San Marino*,¹¹ the Grand Chamber sought to give guidance to the national courts regarding the relevant criteria for determining restrictions on access to a court regarding civil claims in the ambit of criminal proceedings;

- And in *Pindo Mulla v. Spain*¹² – concerning medical treatment in the form of blood transfusions administered to a Jehovah's Witness, during emergency surgery, despite the applicant's expressed refusal to undergo a blood transfusion of any kind. The Court laid a particular emphasis on the relevant decision-making procedures to be followed when deciding on the treatment to be administered.

In addition to these Grand Chamber cases, the Court has dealt with a number of complex and sometimes very sensitive "impact" Chamber cases.

To provide just some examples we have delivered judgments relating to Covid-19 vaccinations for health workers; State regulation of prostitution; family reunification in the context of immigration; transgender prisoners; human trafficking and assisted dying.

- In a case against San Marino, the Court examined employment-related measures imposed on health care and social health workers for refusing to get vaccinated against Covid-19 and accepted that such measures may be imposed in the exceptional circumstances such as the global pandemic;¹³

¹⁰ *Nealon and Hallam v. the United Kingdom* [GC], nos. 32483/19 and 35049/19, 11 June 2024.

¹¹ *Fabbri and Others v. San Marino* [GC], nos. 6319/21 and 2 others, 24 September 2024.

¹² *Pindo Mulla v. Spain* [GC], no. 15541/20, 17 September 2024.

¹³ *Pasquinelli and Others v. San Marino*, no. 24622/22, 29 August 2024.

- In a case against France, the Court dealt with State regulation of prostitution, notably in relation to the model of punishment of the users of prostitution, and found that the adoption of such a model fell within the State's margin of appreciation;¹⁴

- In a Swedish case, the Court elaborated on the relevant standards to be applied regarding family reunification in the context of immigration;¹⁵

- In *Djeri and Others v. Latvia* – the Court accepted measures reducing the use of Russian as the language of instruction during the compulsory second stage of public and private pre-school education;¹⁶

- In several cases the Court dealt with the issues of respect for the rights and protection of transgender persons from discrimination noting that such respect and protection must be guaranteed in various contexts, such as in prisons or in family matters;¹⁷

- In *T.V. v Spain*, a case delivered just two week's ago, the Court reaffirmed a State's duties to investigate human trafficking. This case concerned a Nigerian woman's complaint that she had been trafficked to Spain as a minor and subjected to sexual exploitation.

- My final example is the Hungarian case of *Dániel Karsai*, where the Court dealt with the impossibility for a terminally ill patient, suffering from incurable progressive neurodegenerative disease, to be assisted in dying, by virtue of a blanket and extraterritorial ban on assisted suicide. The Court accepted that, given the current state of affairs at the European level, such a ban was Convention compliant taking into consideration the wide margin of appreciation and the lack of European consensus.¹⁸

All of these cases demonstrate in vivid terms that the Court is able to deal with and respond to crucial societal challenges in good time, an essential element of the Court's strategy to remain a "Court that matters," "Une Cour qui compte".

Of course, I cannot mention societal challenges without mentioning here the question of the environment and climate change – a subject which I know is at the heart of much current work and debate within the organisation. The judgment and two decisions handed down by the Court in April this year in relation to climate change sparked an enormous amount of interest both in the legal world and beyond;¹⁹ indeed, far beyond the boundaries of the Council of Europe legal space. During a recent visit to the Court of a Justice from the Constitutional Court of Korea, I was informed that our *KlimaSeniorinnen* judgment was also a crucial inspiration for their Court's recent judgment on climate change.²⁰

But what of the environment-related cases before our Court?

We currently have 364 cases which we flag as relating to the environment and a dedicated Registry unit which monitors these cases in a transversal way. They largely concern exposure of individuals to

¹⁴ *M.A. and Others v. France*, nos. 63664/19 and 4 others, 25 July 2024.

¹⁵ *Okubamichael Debru v. Sweden*, no. 49755/18, 25 July 2024.

¹⁶ *Djeri and Others v. Latvia*, no. 50942/20, 18 July 2024.

¹⁷ *W.W. v. Poland*, no. 31842/20, 11 July 2024; *Savinovskikh and Others v. Russia*, no. 16206/19, 9 July 2024.

¹⁸ *Dániel Karsai v. Hungary*, no. 32312/23, 13 June 2024.

¹⁹ *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz and Others v. Switzerland* [GC], no. 53600/20, 9 April 2024; *Carême v. France* [GC] (dec.), no. 7189/21, 9 April 2024; and *Duarte Agostinho and Others v. Portugal and 32 Others* [GC] (dec.), no. 39371/20, 9 April 2024.

²⁰ [Constitutional Court of Korea > Decisions > Latest Decisions \(ccourt.go.kr\)](https://www.court.kor.kr/eng/decisions/latest-decisions)

single-source pollution from industry or waste disposal and raise issues of private and family life. However, a rise of Article 10 cases has also been observed. These cases either concern the authorities' response to environmental demonstrations, and often include additional deprivation of liberty complaints; or access to environmental information sought by individuals or NGOs. As regards climate change applications, we currently have 11 pending, of which 4 have been lodged since the *KlimaSeniorinnen* judgment.

V. Jurisprudential challenges in the next six months

The coming months will be busy with important Grand Chamber hearings and deliberations. On 20 November we will hear the case of *Kovačević v. Bosnia and Herzegovina* which concerns the alleged inability of the applicant, due to a combination of territorial and ethnic requirements, to vote for candidates of his choice in legislative and presidential elections at State level.

On 18 December we have a hearing in *Danileț v. Romania* a case which concerns a disciplinary sanction imposed on a judge for posting two messages on his Facebook account. The case thereby touches a sensitive issue of freedom of expression of judges.

On 12 February next year we will hold three separate hearings in cases against Poland, Latvia and Lithuania.²¹ These cases all concern allegations of “push backs” to Belarus. There are currently over 30 cases pending before the Court against Lithuania, Latvia and Poland concerning the situation at the Belarusian borders from spring 2021 to summer 2023.

Finally, the case of *Tsaava and Others v. Georgia* will also be heard in February. It concerns the dispersal of a protest in 2019 from the front of the Parliament building in Tbilisi.

There are currently 15 cases pending before the Grand Chamber, including those I have just mentioned. Where hearings have already taken place, the Court is continuing its examination. As I preside the Grand Chamber, you will of course understand that I cannot comment on any of these cases in more detail.

VI. Post Reykjavik

I will now touch on some other points of interest which flow from the Reykjavik Declaration. I have dealt earlier in my intervention with the issue of accountability of the Russian Federation .

The first issue I will address relates to creating an even closer synergy and dialogue between the Registry of the Court and the Department for the Execution of the Court's judgments. A project was launched in 2023 and continues to flourish in 2024. It involves the organisation of thematic and country specific meetings, the creation of common databases (e.g. a database on reopening of proceedings) as well as trainings to raise awareness and ensure a better understanding of the procedures by lawyers on both sides.

Secondly, I would like to say a word about the budgetary contributions received by the Court following the Reykjavik Summit.

²¹ R.A. and Others v. Poland (no. 42120/21) H.M.M. and Others v. Latvia (no. 42165/21) C.O.C.G. and Others v. Lithuania (no. 17764/22).

On behalf of the Court, I would like once again to express my highest appreciation to States for the additional budgetary contribution granted to the Court for the Quadrennium 2024-2027, both in terms of human resources and support for the development of new technologies.

Thanks to this additional contribution, by 2027, the Court should have recovered the 51 posts that had been lost over the last 14 years.

The Registry is putting a lot of energy into recruiting and training a high number of newcomers in order for them to become quickly operational. However, because of the importance and time taken to train staff, it will of course take some time before we are able to see a real increase in our productivity.

As far as voluntary contributions are concerned, the Court's special account has received €1.7 million so far in 2024 (compared to €4.2 million received in 2023) to pay the salaries of certain lawyers. I would like to thank the 9 Member States that have already made such contributions (and encourage others to do the same). Please allow me to stress that voluntary contributions continue (and will always continue) to be necessary to reduce backlog and face new challenges; we are therefore also counting on your support in this respect.

Turning to our IT department, the additional funding will support inhouse initiatives to enhance the Court's efficiency and productivity, including a Gateway case-management project. It will also fund external projects, such as expanding our electronic platform for digital communication with external parties and the development of an online application form.

Finally, I wish to update you on a project which the Court and DG1 are working closely on to ensure the translation of our Knowledge Sharing platform into non-official languages. As you know, for now this site exists only in English and French. We are working with national partners in Ukraine and Romania and pursuing discussions with Türkiye: we are grateful for this support. In early February 2025 the Court, in cooperation with DG1 and under the auspices of the Luxembourg Presidency, will host an event to launch the first non-official language versions of the Knowledge Sharing platform.

VII. Sensibilisation

Permettez-moi à présent de revenir au français. Le dialogue se poursuit entre la Cour et les parties prenantes, notamment avec les États membres qui tiennent une place de premier plan. Ce dialogue ne se fait pas uniquement au travers de nos arrêts. Nous sommes heureux d'accueillir à la Cour le grand public, les étudiants, les professionnels du droit et les juges de vos États membres tout au long de l'année. Peut-être serez-vous intéressés de savoir que, cette année, la Cour a accueilli près de 10 000 personnes à l'occasion de visites et de présences aux audiences publiques. C'est un nombre assez impressionnant, d'autant plus que notre Unité des visiteurs ne compte que trois agents.

J'ai également eu le plaisir de rencontrer de nombreux nouveaux ambassadeurs, tandis que la Greffière et le Greffier adjoint ont accueilli un certain nombre d'entre vous à l'occasion d'une réunion d'information ce mois-ci.

Au cours des six derniers mois, la présidence de la Cour a accueilli des ministres venant d'Irlande, de Pologne, d'Italie, de la République slovaque, de Lituanie, de Monaco et de Macédoine du Nord.

Ensuite nous continuons d'organiser des réunions bilatérales avec les cours supérieures nationales. Elles se déroulent normalement sur une journée, au cours de laquelle les juges de ces cours et ceux de la Cour de Strasbourg se rencontrent pour discuter de manière informelle et détendue de sujets d'intérêt commun. Elles peuvent également être l'occasion de présenter le système de gestion des affaires ou de filtrage créé par la Cour ou le service du Jurisconsulte.

Au cours des six derniers mois, nous avons reçu des groupes de juges de la Cour suprême danoise, de la Cour suprême slovène, du Conseil italien de justice fiscale et de la Cour administrative suprême suédoise. Le mois prochain, nous accueillerons une délégation de juges de la Cour constitutionnelle turque et des Cours suprême et constitutionnelle portugaises. Permettez-moi également de vous informer de notre très importante réunion annuelle avec les juges de la Cour de justice de l'Union européenne. Nous aurons le plaisir d'accueillir à Strasbourg, le 18 novembre, une délégation très importante de 25 juges, dont le Président Koen Lenaerts, et avocats généraux.

Permettez-moi d'ajouter un mot sur l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme. Il s'agit évidemment pour le Conseil de l'Europe d'une priorité fixée depuis longtemps et pour l'UE d'une obligation juridique. Plus récemment, la Cour a pris note des deux arrêts fondamentaux rendus le 10 septembre par la Grande Chambre de la Cour de justice de l'Union européenne, qui concernaient la compétence des juridictions de l'UE dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune. Nous attendons maintenant l'issue de la réunion du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) prévue pour le 25 novembre afin de voir si et dans quelle mesure ces arrêts peuvent avoir davantage d'impact sur le processus d'adhésion.

Pour en revenir à la question de la sensibilisation, le septième Forum annuel de notre Réseau des cours supérieurs s'est tenu en juin. 75 cours membres du réseau, provenant de 38 États, ainsi qu'une cour observatrice (la CJUE), y ont participé. La Cour a davantage renforcé sa coopération avec les cours membres et observatrices du réseau grâce au Programme des professionnels invités.

Ensuite, je voudrais bien mentionner le dialogue avec les organes du Conseil de l'Europe. Ces dernières semaines, des juges de la Cour ont participé à des réunions avec le GREVIO et l'ECRI et, au niveau opérationnel, la Cour dispose de personnes de contact pour l'ensemble des organes de suivi et des organes consultatifs du Conseil de l'Europe. Cette collaboration constitue pour la protection des droits de l'homme une double ligne de fortification. Les organes de suivi se réfèrent à la jurisprudence de la Cour dans leurs rapports nationaux et nous nous référons à leurs rapports dans nos arrêts.

Notre dialogue ne se limite pas à la seule scène européenne. Nous avons récemment accueilli le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Volker Türk, et en septembre des juges de la Cour suprême et de la Cour constitutionnelle coréennes. Nous faisons aussi actuellement les préparatifs de la visite d'étude qui aura lieu le mois prochain pour les commissaires et agents de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Ce dialogue, qui donnera notamment lieu à des discussions avec des juristes et des juges de la Cour, contribuera à faire connaître les travaux de la Cour sur la scène internationale. Je crois comprendre que notre nouveau Secrétaire général lui-même estime que le Conseil de l'Europe devrait faire davantage d'efforts en matière de visibilité et de sensibilisation sur la scène internationale.

Nous préparons d'ores et déjà, pour l'année prochaine, une visite à la Cour Internationale de Justice à La Haye ainsi que notre participation en Afrique au 5^{ème} Forum international de coopération avec la Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

Nous sommes très reconnaissants de l'augmentation du budget que nous avons reçu, mais les questions qui vont au-delà du traitement des requêtes, notamment le dialogue et les événements dans le cadre du 75e anniversaire de la convention, méritent une approche spéciale. Certains États seront peut-être intéressés d'apprendre que la Cour s'est dotée d'une nouvelle « enveloppe » budgétaire intitulée « Renforcement du dialogue et des échanges avec les parties prenantes », qui vous permettra d'apporter une contribution directe pour aider à soutenir ces rencontres et travaux cruciaux pour la Cour.

VIII. Mandats des juges

Je passe maintenant aux questions liées au mandat des juges. Nous avons toujours su que l'année 2024 connaîtrait une forte rotation de juges achevant leur mandat. Jusqu'à présent, cette année, nous avons dit au revoir à des collègues juges de Bulgarie, de Lituanie, du Luxembourg, d'Irlande, du Liechtenstein, de Lettonie, de Serbie et, d'ici la fin du mois, d'Autriche et d'Andorre. Nous avons ensuite été très heureux d'accueillir parmi nous de nouveaux collègues juges élus au titre de ces États.²² De nouveaux collègues de Pologne et de Finlande rejoindront la Cour en décembre et en janvier.

Le départ des juges de la Cour soulève évidemment l'importante question de leur situation une fois leur mandat achevé. Nous avons également suivi de près les travaux du DH-SYSC-JC sur les questions relatives aux juges de la Cour, en coopérant avec ce groupe et en lui fournissant des informations pour l'aider à examiner ces questions. Nous savons que votre groupe de travail GR-H examine la possibilité d'une déclaration et qu'il aborde certaines questions qui sont particulièrement importantes pour mes collègues juges. La reconnaissance des années de service des juges de la Cour après la fin de leur mandat est importante surtout dans le contexte de renforcer l'indépendance de la Cour. La Cour a plusieurs fois rappelé la nécessité pour les juges de pouvoir obtenir un poste adéquat une fois leur mandat achevé et de voir leurs années de service à la Cour reconnues aux fins de leur emploi et de leur pension.

IX. Conclusion

L'année prochaine, le système de la Convention européenne des droits de l'homme fêtera un anniversaire important : son soixante-quinzième. Au sein de la Cour, nous avons créé un comité judiciaire, assisté du greffe, chargé de planifier et d'organiser tout au long de l'année un certain nombre d'importants événements, séminaires, expositions, etc. Certains auront lieu à Strasbourg et d'autres chez vous, dans les États membres. Nous nous coordonnerons avec d'autres services du Conseil de l'Europe et vous communiquerons de plus amples détails en temps voulu. Ainsi, la Greffière de la Cour adressera prochainement à tous les ambassadeurs une lettre afin de vous exposer certaines de nos idées et d'encourager vos États à organiser des événements dans vos pays.

Les anniversaires nous donnent l'occasion de revenir sur nos réalisations et de songer aux défis à venir.

Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui est très différent de celui qui existait lorsque la Convention a été rédigée en 1950. Cependant, la Convention européenne a su relever avec succès les défis qui se sont présentés à elle au fil des décennies. Elle est parvenue à remplir sa mission essentielle

²² Nous attendons l'élection de la personne qui sera élue juge au titre d'Andorre.

de protection des droits de l'homme alors même que la nature du monde qui nous entoure, et donc des affaires portées devant elle, a profondément changé.

Je pense que nous devrions tous être optimistes quant à la capacité de notre organisation, y compris de la Cour, à relever les défis que posent par exemple le changement climatique et l'intelligence artificielle. En effet, le Séminaire judiciaire annuel de la Cour, qui se tiendra le 31 janvier, juste avant l'ouverture de l'année judiciaire, aura pour thème « La protection des droits de l'homme dans un monde d'intelligence artificielle, d'algorithmes et de mégadonnées ». Bien entendu, les présidents de vos juridictions suprêmes et constitutionnelles seront invités à cet événement comme chaque année. Nous pourrions aussi tirer parti de leurs enseignements.

Cela m'amène à la fin de mon intervention. Je reste bien entendu à votre disposition pour répondre à toutes vos questions. Merci.